

<https://divergences.be/spip.php?article3994>



# Le plan de Trump pour Gaza a déjà fait des dégâts

- Aujourd'hui - 2025 - mars 2025 -

Date de mise en ligne : vendredi 28 février 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Origine [+972MAG](#)

Février 7, 2025

La proposition de nettoyer Gaza des Palestiniens a puisé dans un profond courant de fond de la société israélienne, mettant en péril toute chance d'un avenir pacifique dans la région.

En septembre 2020, vers la fin de son premier mandat présidentiel, Donald Trump a supervisé la signature des accords d'Abraham entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn sur la pelouse de la Maison Blanche. Ces accords, auxquels le Soudan et le Maroc allaient également adhérer dans les mois suivants, ont été proclamés "accords de paix", mais il aurait été plus juste de les qualifier d'"accords de mise à l'écart du peuple palestinien". Leur objectif n'était pas de créer la paix - il n'y avait pas de guerre entre ces États à l'origine - mais plutôt d'établir une nouvelle réalité régionale dans laquelle la lutte de libération palestinienne serait marginalisée et, en fin de compte, oubliée.

Les quatre années et demie qui ont suivi ont été les plus sanglantes de l'histoire du conflit israélo-palestinien. Un an et demi après la signature des accords, les forces israéliennes ont attaqué les fidèles du Ramadan à la mosquée Al-Aqsa et ont entrepris d'expulser des familles palestiniennes du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem, déclenchant un barrage de roquettes du Hamas depuis Gaza et une éruption de violence intercommunautaire entre Juifs (soutenus par les soldats et la police israéliens) et Palestiniens qui a embrasé l'ensemble du territoire situé entre la mer Méditerranée et le Jourdain, pour la première fois depuis 1948.

2022 et 2023 ont vu un nombre record de Palestiniens tués par des soldats et des colons israéliens, ainsi qu'une recrudescence des attaques contre des Israéliens. Puis vint le 7 octobre, preuve ultime qu'essayer d'écarter la lutte palestinienne, c'est comme ignorer un séparateur d'autoroute : cela se termine par une collision fatale.

Que Trump le comprenne ou non, sa nouvelle approche consiste essentiellement à dire : si nous ne pouvons pas contourner les Palestiniens, expulsons-les. "J'ai entendu dire que Gaza n'avait pas eu de chance pour eux", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en début de semaine, ajoutant qu'il serait donc préférable que l'ensemble de la population de la bande déménage vers un "bon, frais et beau morceau de terre".

L'un des premiers critères d'examen de l'idée est sa faisabilité. De ce point de vue, elle est manifestement vouée à l'échec. Les chances que plus de 2 millions de Palestiniens - dont la plupart sont des réfugiés ou des descendants de réfugiés de la Nakba de 1948 qui, depuis 75 ans, sont restés dans des camps de réfugiés à Gaza plutôt que de quitter leur patrie - acceptent aujourd'hui de la quitter sont proches de zéro.

La probabilité que des pays comme la Jordanie ou l'Égypte acceptent ne serait-ce qu'une fraction de cette population est tout aussi faible, car une telle décision pourrait déstabiliser leurs régimes. Et l'idée que les États-Unis, après avoir mis fin à des occupations longues, coûteuses et meurtrières en Irak et en Afghanistan, seraient maintenant prêts à "posséder" Gaza, à la gouverner et à la développer semble tout aussi farfelue.

Mais ce plan est pire que la somme de ses parties. Même s'il ne progresse pas d'un pouce, il a déjà eu un impact profond sur le discours politique juif-israélien. En effet, il serait peut-être plus juste de dire que la proposition de Trump a puisé dans un profond courant sous-jacent de la société juive-israélienne.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/f250204lia107-427d4.jpg>]

### **Le président américain Donald Trump rencontre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à la Maison Blanche à Washington D.C., le 4 février 2025. (Liri Agami/Flash90)**

Aux côtés de M. Trump lors de la conférence de presse, M. Netanyahu a été le premier à saluer l'initiative du président. "C'est le genre de réflexion qui peut remodeler le Moyen-Orient et apporter la paix", a-t-il proclamé.

À la surprise générale, les leaders de la droite messianique israélienne n'ont pas tardé à se réjouir de cette proposition, traitant la conférence de presse de Donald Trump comme une révélation divine. Mais ils étaient loin d'être les seuls.

Benny Gantz, qui a quitté le gouvernement en raison de la direction de la guerre à Gaza, a qualifié le plan de transfert de M. Trump de "créatif, original et intéressant". Yair Lapid, chef du parti centriste Yesh Atid, a qualifié la conférence de presse de "bonne pour Israël". Yair Golan, chef du parti démocrate sioniste de gauche, s'est contenté de commenter l'impraticabilité de l'idée. C'est comme si les politiciens de l'ensemble du spectre sioniste avaient simplement attendu le moment où le nettoyage ethnique recevrait le sceau d'approbation "Made in America" avant de l'adopter.

Ce poison transfériste n'est pas près d'être éliminé de la circulation sanguine israélienne. Et les conséquences pourraient être catastrophiques pour l'ensemble de la région.

### **Pas d'incitation à la négociation**

Même sans bottes américaines sur le terrain, le sentiment qu'Israël est tombé sur une occasion historique de vider la bande de Gaza de ses habitants palestiniens donnera un élan énorme aux demandes de Bezalel Smotrich et d'Itamar Ben Gvir, qui exhortent Netanyahu à faire sauter le cessez-le-feu avant qu'il n'atteigne sa deuxième phase, à conquérir Gaza et à reconstruire les colonies juives dans la bande de Gaza.

M. Netanyahu, qui a semblé quelque peu embarrassé par la franchise de M. Trump, est lui-même favorable à l'idée de "réduire" la population de Gaza et pourrait bien céder à ces exigences, surtout s'il craint de perdre sa coalition.

Selon le site d'information israélien Ynet, un haut responsable de l'armée israélienne a qualifié l'initiative de Trump d'"excellente idée".

Entre-temps, le coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT), l'organe de l'armée chargé de superviser les affaires humanitaires à Gaza et en Cisjordanie, a déjà commencé à élaborer les plans. Si, par exemple, l'Égypte refuse que le point de passage de Rafah soit utilisé pour faciliter le nettoyage ethnique de Gaza, l'armée peut ouvrir d'autres itinéraires "depuis la mer ou la terre et de là vers un aéroport pour transférer les Palestiniens vers les pays de destination".

Même si le cessez-le-feu passe aux phases deux et trois, que les otages sont tous libérés, que l'armée se retire de Gaza et qu'un cessez-le-feu permanent est instauré, le plan de Trump ne disparaîtra pas de la politique israélo-juive. Quelle motivation aurait un gouvernement ou un parti à promouvoir un accord politique avec les Palestiniens si l'opinion publique juive considère leur expulsion comme une alternative viable ? Chaque accord, chaque cessez-le-feu, pourrait être perçu comme une simple étape temporaire vers l'objectif ultime d'un transfert massif. Les possibilités d'une coopération politique juive-palestinienne efficace se réduiront considérablement.

Et pourquoi s'arrêter à Gaza ? Il n'y a aucune raison particulière pour que la proposition de M. Trump ne soit pas étendue aux Palestiniens de Cisjordanie - une région qu'il considère probablement aussi comme "très malchanceuse" pour eux - ou à Jérusalem-Est, ou même à Nazareth.

Dans la rue palestinienne, le plan de Trump ne fera que saper davantage toute idée de réconciliation avec Israël. Parfois avec enthousiasme, parfois à contrecœur, mais depuis les accords d'Oslo en 1993 (et même avant), les

dirigeants politiques palestiniens ont affirmé la possibilité de vivre aux côtés d'un État né du déplacement massif et des ruines de leur propre peuple en 1948. Cela n'a certainement jamais été évident ; il y a eu de nombreux obstacles, beaucoup de double langage et beaucoup d'opposition violente - notamment de la part du Hamas - mais cette approche est restée dominante pendant des décennies.

Une fois que le président américain propose le transfert comme solution au "problème palestinien" et que tout Israël - de la droite fasciste religieuse au centre libéral et même à la gauche sioniste - l'adopte, le message adressé aux Palestiniens est clair : il n'y a aucune possibilité de compromis avec Israël et son protecteur américain, du moins sous sa forme actuelle, parce qu'ils sont déterminés à éliminer le peuple palestinien.

Cela ne signifie pas nécessairement que des masses de Palestiniens se lanceront immédiatement dans la lutte armée, bien qu'il s'agisse là d'un résultat potentiel. Mais il est certain qu'il sera impossible pour tout dirigeant palestinien qui tente de parvenir à un accord avec Israël de conserver le soutien de la population. La légitimité de l'Autorité palestinienne est déjà au plus bas ; en s'engageant à nouveau dans un processus politique avec Israël dans l'ombre du plan de Trump, elle ne fera que se détériorer davantage.

### **Une recette pour une guerre régionale totale**

Et le danger ne s'arrête pas là. Trump, dans son ignorance totale du Moyen-Orient (tout au long de la conférence de presse, il a déclaré à plusieurs reprises que "les Arabes et les musulmans" bénéficieraient de la prospérité que son plan apporterait), a "régionalisé" la question palestinienne, considérant que sa résolution n'est pas l'affaire des Juifs et des Palestiniens vivant entre le fleuve et la mer, mais se déchargeant au contraire de cette responsabilité sur les États environnants. Non seulement il exige que l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite et d'autres pays acceptent de recevoir des centaines de milliers de Palestiniens sur leur territoire, mais il leur demande également de signer l'enterrement de la cause palestinienne.

Cette demande constitue une menace directe pour les régimes du monde arabe. Le gouvernement jordanien craint qu'un afflux important de Palestiniens dans son royaume n'entraîne sa chute en perturbant le délicat équilibre démographique du pays, qui penche déjà fortement du côté palestinien. Mais même dans d'autres pays moins directement liés à la Palestine, la situation est tout aussi fragile. Il suffit de regarder les chaînes d'information saoudiennes le jour de l'annonce de Trump pour saisir le niveau de choc, de menace et de peur entourant cette décision.

Quinze ans avant que l'OLP ne fasse un compromis historique avec l'État d'Israël, l'Égypte avait conclu que non seulement elle pouvait accepter l'existence d'Israël dans la région, mais qu'elle pouvait aussi en tirer profit, et avait signé le traité de paix de 1979. La Jordanie lui a emboîté le pas et, il y a quatre ans et demi, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Soudan et le Maroc ont adopté la même ligne de pensée. Même sans avoir officiellement normalisé ses relations avec Israël, l'Arabie saoudite, poids lourd de la région, semble être parvenue à une conclusion similaire.

Mais la démarche bulldozer de Trump, et l'adhésion instinctive d'Israël à cette démarche, pourraient signaler aux régimes du Moyen-Orient - y compris ceux qualifiés de "modérés" (qui, en réalité, sont souvent plus autocratiques que les autres) - que le compromis est futile. Il suggère qu'Israël, grâce à sa puissance militaire et au soutien des États-Unis, pense pouvoir imposer à la région toutes les solutions qu'il souhaite, y compris le déplacement forcé de millions de personnes de leur patrie et le déni de leur droit à l'autodétermination, presque universellement reconnu.

Au cours de l'année et demie écoulée, Israël ne s'est pas contenté de commettre des massacres à Gaza et de détruire les infrastructures nécessaires à la vie humaine. Il a également occupé une partie du Liban et refuse de se retirer en violation de l'accord de cessez-le-feu ; il s'est emparé d'une partie de la Syrie et n'a pas l'intention de la

## Le plan de Trump pour Gaza a déjà fait des dégâts

---

quitter de sitôt. Cette réalité ne fait que renforcer l'impression qu'Israël a décidé qu'il pouvait établir un nouvel ordre au Moyen-Orient par la force pure et simple, sans aucun accord ni aucune négociation.

La guerre de 1973 a été la dernière fois qu'Israël s'est battu contre les armées d'États souverains plutôt que contre des organisations militantes non étatiques, qui ont toujours été beaucoup plus faibles. Même si les manuels d'histoire israéliens affirment aujourd'hui qu'Israël n'a aucune responsabilité dans cette guerre, il ne fait aucun doute que l'Égypte et la Syrie l'ont déclenchée parce qu'elles avaient compris qu'il n'y avait aucune chance de récupérer pacifiquement les territoires qu'Israël avait occupés en 1967.

La voie qu'Israël suit aujourd'hui, sous l'influence de Trump, pourrait le conduire au même endroit, où ses voisins concluront qu'Israël ne comprend que la force. En effet, Middle East Eye a cité des sources à Amman déclarant que la Jordanie est prête à déclarer la guerre à Israël si Netanyahu tente de transférer de force des réfugiés palestiniens sur son territoire.

Ce n'est pas inévitable, bien sûr. Beaucoup de choses dépendent des caprices de Trump et de sa détermination à donner suite à ses déclarations face à l'opposition mondiale. La résistance doit venir non seulement des Palestiniens, mais aussi des Juifs d'Israël qui comprennent qu'ils n'ont pas d'avenir ici sans vivre sur un pied d'égalité avec les habitants de la terre. Elle pourrait également prendre la forme de nouvelles coalitions au Moyen-Orient et au-delà, qui refusent d'accepter les diktats américains.

Ce qui est clair, c'est que les projets belliqueux de Trump et la tentative pathétique d'Israël de surfer sur la vague comportent le risque très réel d'être contrés par la force. Et ce serait désastreux pour tout le monde.

Meron Rapoport

\*\*\* Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite) \*\*\*